

Danielle Tartakowsky

Réflexions sur l'État détricoté, de la Résistance à LRM

Le regard d'historienne de Danielle Tartakowsky est extrêmement précieux pour comprendre notre époque à la lueur du passé. Il permet de démasquer jusque dans son langage même les mécanismes de domination à l'œuvre dans les politiques néolibérales actuelles. Dès lors, Danielle Tartakowsky nous aide à analyser les forces sociales en présence et à penser les ripostes nécessaires en évitant les chausse-trappes tendues par la rhétorique gaullienne dont se drape Emmanuel Macron en cette période de pandémie.

**Propos recueillis
par Godefroy Guibert**



Pouvez-vous vous présenter succinctement et nous retracer votre parcours académique et intellectuel ?

Je suis professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris 8 que j'ai présidée de 2012 à 2016. J'appartiens à une génération qui s'est engagée dans des études d'Histoire pour les raisons qui conduiront la suivante à le faire dans celles de sociologie, après 1968. À une époque où nous militions pour la réalisation d'un Programme commun de gouvernement qui nous paraissait le moyen d'une alternative politique que nous imaginions prochaine, nous étions nombreux à mener des recherches sur le Parti communiste et pour ma part j'ai consacré une thèse de troisième cycle à la formation des cadres communistes dans les années 1920¹.

J'opposais la conception socialiste de la pédagogie, héritée des Lumières, et celle de l'Internationale communiste qui lui substituait « l'analyse concrète de la situation concrète », capable d'une intervention théorique et pratique dans la conjoncture. Dans les années 80, après le tournant de la rigueur puis l'effondrement du « socialisme existant », j'ai comme beaucoup cessé d'exercer toute responsabilité politique, puis de militer. L'Histoire, à sa manière, avait tranché et les modalités d'action par quoi j'avais coutume de désigner la politique me paraissaient avoir perdu de leur pertinence. J'ai entrepris de déplacer mes recherches vers cette autre modalité du politique que sont les mobilisations collectives dans le cadre d'une thèse d'État², du reste en phase avec des chercheurs d'autres disciplines. J'avais conservé trop de respect pour la politique et le militantisme pour considérer que cette recherche était devenue ma manière de militer. Mais au fil des conférences et débats auxquels me conviaient épisodiquement des associations, partis ou syndicats avec lesquels je partageais certaines valeurs ou objectifs, il m'a bien fallu admettre que l'attente des participants était de nature politique. Les débats révélaient le manque ressenti et la volonté de faire politique avec tout ce qui était susceptible d'aider à la réflexion. Au point qu'il m'est apparu un temps que (re)mettre en mouvement, remobiliser, mettre en œuvre d'autres formes d'action, pour ainsi faire et penser politique supposait de reformuler « la part du rêve »³ ; avant d'en reconnaître les limites.

Dans le cadre de ces réflexions, qu'a signifié pour vous de devenir présidente de l'Université Paris VIII à partir de 2012 ?

Accepter de diriger une université, après plus de deux décennies d'incertitudes, a signifié un changement de paradigme dès lors qu'il m'a fallu me livrer à un exercice de la politique compris comme une pratique de terrain, au présent, ou du moins m'y essayer. Pratique infiniment plus complexe que la parole et l'écriture, qui dans la solitude et la liberté qu'elles autorisent, peuvent faire courir le risque de perdre prise sur le réel et ses contradictions. L'ouvrage que j'ai rédigé ultérieurement avec Michel Margairaz⁴ n'est pas sans devoir à cette expérience.

Pouvez-vous nous expliquer sur quoi porte votre dernier ouvrage ?

Cet ouvrage prolonge les travaux antérieurs que Michel Margairaz, professeur d'histoire économique, et moi-même avons consacrés aux interactions entre culture de régulation et culture de mobilisation. La soudaine multiplication de mesures appelées « réformes », consécutives à l'élection d'Emmanuel Macron nous a incités à une approche critique de ce que l'on qualifiait alors couramment d'événement « disruptif ». Nous avons cherché à montrer comment l'effondrement du système politique et les brutales atteintes au droit du travail et à la protection sociale s'antraient dans des redéfinitions amorcées dans la plus longue durée. Pour cela, nous avons analysé les pratiques libérales ou régulatrices qui s'affrontent depuis le Conseil national de la

¹ Danielle Tartakowsky, *Les premiers communistes français*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1980.

² Danielle Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue*, Aubier, 1998. Rééd. Champs Flammarion 2020.

³ Soit une déclinaison de ce que Alain Badiou nommait alors « l'hypothèse communiste ».

⁴ Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky, *L'État détricoté, de la Résistance à la République en marche*, éditions du détour, 2018. Rééd. augmentée 2020.

Résistance et son programme jusqu'à ce jour, en gagnant ou perdant du terrain selon les séquences historiques et les domaines concernés : monétaires et financiers, économiques, sociaux, culturels et politiques, nationaux et internationaux. Nous avons notamment voulu montrer comment le détricotage de l'État social allait de pair avec un durcissement du rôle de l'État dans de nombreux domaines alternativement portés par des gouvernements de droite et de gauche. En analysant sur le temps long les évolutions propres à l'État, aux collectivités publiques et aux organismes de protection sociale depuis la Libération, nous nous sommes essayés à saisir les dynamiques, qui scandent l'interaction entre les pratiques des responsables de l'État et les actions en retour au sein de la société, sans jamais dissocier dès lors les politiques publiques mises en œuvre des mobilisations qu'elles ont suscitées ou qui les ont affectées.

Quelles clés de lecture nous donne-t-il pour analyser les discours tenus et les politiques menées en cette période de confinement par l'exécutif ?

Dans la deuxième édition augmentée de l'ouvrage dont nous avons achevé l'écriture fin janvier, nous soulignons que les conclusions formulées il y a deux ans ont été pour l'essentiel confirmées : 32 premiers mois du quinquennat, marqués par 21 mois de mobilisations sociales de grande ampleur dont ce mouvement inédit qu'ont été les gilets jaunes, durcissement de l'État régalién, confirmation de la régression de l'État régulateur et accélération du détricotage de l'État social et de sa dérive assistancielle. Dans la séquence à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés, il permet de mieux comprendre le degré d'impéritie dont a fait montre l'État face à la pandémie, j'en veux pour preuve la disparition de secteurs économiques et particulièrement industriels de première nécessité, la situation de l'hôpital dont l'ouvrage a suivi la mise en crise sur la longue durée et, en regard, la capacité de réaction des collectivités locales, en prise sur le terrain... L'ouvrage permet en outre une approche critique du prétendu « retour de l'État » dont se réclame le gouvernement et la droite et leurs invocations devenues leitmotiv au programme du CNR et des « jours heureux », références appropriées sans vergogne par ceux dont nous montrons

comment ils l'ont soigneusement et délibérément détricoté, en suivant l'objectif stratégique explicite qu'énonçait en 2007 Denis Kessler, au titre du MEDEF.

Est-ce que le confinement signifie l'arrêt des mouvements sociaux ou au contraire une gestation et une recomposition des forces sociales ?

Les mouvements sociaux tels qu'advenus ces derniers mois ne sauraient naturellement être d'actualité immédiate. Encore que les grèves du loyer organisées aux États-Unis comme en Espagne ou les tensions advenues dans certains quartiers dits sensibles incitent à énoncer cela avec prudence. Du moins la lecture des tribunes et manifestes qui se multiplient, les réseaux sociaux et ce que l'on sait des terrains exposés montre-t-elle que les forces qui s'étaient mobilisées demeurent dans une démarche critique, s'agissant des atteintes au code du travail, des menaces qui pèsent sur la durée du travail au-delà du confinement et plus globalement sur « le jour d'après » vu par le MEDEF et l'État. Mais il me semble illusoire d'imaginer que la gravité des questions, l'urgence et la suspension du temps classique de la politique électorale suffiront à résoudre la question complexe des recompositions à gauche. Ils peuvent autoriser des alliances sectorielles inédites sur le terrain – à l'hôpital en premier lieu — et contribuent sans nul doute à une plus claire affirmation des questions stratégiques, mais n'imaginons pas la voie royale.

Que pensez-vous du parallèle tracé entre la Première Guerre mondiale, la Seconde et la pandémie actuelle ?

Ce parallèle n'a d'intérêt qu'à la condition de se souvenir que les deux guerres

mondiales ont redéfini les cadres économiques et politiques à une échelle qui l'était également : marginalisation de l'Europe, hier usine et banque du monde, au profit des États-Unis et naissance de la Russie soviétique après la première guerre mondiale. Après la seconde, développement de politiques keynésiennes en réponse à la crise du libéralisme, moyens mis à disposition des États et un ordre international limitant le rôle des marchés (Bretton Woods, régulations financières et bancaires nationales, fiscalité sur les hauts revenus, forte inflation réduisant drastiquement les dettes publiques...), créant les conditions et la nécessité de redéfinitions structurelles et socio-

politiques qui ont dû toutefois aux rapports des forces et aux spécificités prévalant dans chaque pays. Cela doit nous inciter à être très attentifs aux effets mondiaux de la pandémie dans l'ordre financier, économique et géopolitique, à la résistance des intérêts financiers mondialisés, non ébranlés pour l'instant, et aux redéfinitions qu'ils peuvent induire.

Quelles convergences ou recompositions des luttes espérez-vous voir surgir de cette période ? Ne pourrait-on pas assister enfin à une juste reconnaissance des cols bleus et donc évidemment des femmes ?

La pandémie contribue cruellement à donner de la visibilité aux inégalités sociales et aux questions du travail, de son organisation, de sa rémunération. Elle rappelle à qui l'oublierait la complexité du travail des femmes, aujourd'hui confrontées plus que d'autres à des exigences contradictoires. Du moins les organisations syndicales doivent-elles être très attentives aux tensions apparues entre « cols bleus » et « cols blancs » qui doivent au télétravail de n'être pas exposés au même titre. De nombreuses prises de position attestent de convergences. Mais il y a sans doute encore du chemin à faire de la convergence à la recomposition qui ne saurait s'opérer par addition de l'existant. Il conviendrait d'abord de mettre un terme aux polémiques stériles et concerts d'ego. L'État social écologique constitue sans doute un cadre théorique propre à définir une construction stratégique de nature à englober et articuler les exigences contemporaines. Du moins faut-il compter avec la force conservée de cet adversaire qu'est la financiarisation mondialisée et avec ses stratégies propres pour « le jour d'après ». N'oublions pas que le programme du

CNR, pour transpartisan qu'il soit, fut du moins ratifié dans une situation où le patronat et ses relais politiques n'étaient pas en position de s'exprimer. Je crains que nous n'en soyons pas tout à fait là.

Comment les forces de gauche vont-elles devoir composer avec les notions de Nation et de Souveraineté pour proposer un autre horizon que celui incarné par l'extrême droite ?

La gauche doit au Rassemblement populaire de 1935, issu de la riposte antifasciste de s'être alors définie par une double relation, indissociable, avec « la culture de classe et la culture républicaine », qui vaut au Conseil national de la Résistance d'avoir porté des réponses qui, pour être d'union nationale, devaient au rapport des forces de n'être aucunement une union sacrée. Les intérêts communs partagés des petits patrons, pour certains gilets jaunes, et de ceux qui sont aujourd'hui animés par la volonté de sauvegarder des secteurs industriels majeurs pour l'indépendance nationale, ne peuvent-ils pas constituer l'assise d'une Union nationale ainsi comprise ? La dissociation de la « gauche sociale » et de la « gauche morale » dont les combats sociaux et sociétaux sont devenus étrangers a creusé le gouffre dans lequel l'extrême droite a fait son nid. Il est essentiel de ne pas céder sur ces principes et de contrer les prétendus argumentaires des offensives adverses, s'agissant en premier lieu de l'immigration, tant l'histoire prouve cruellement que les capitulations ne profitent, en France comme ailleurs, qu'à l'extrême droite. Il convient, à son encontre, de défendre un

“La pandémie contribue cruellement à donner de la visibilité aux inégalités sociales et aux questions du travail, de son organisation, de sa rémunération. Elle rappelle à qui l'oublierait la complexité du travail des femmes, aujourd'hui confrontées plus que d'autres à des exigences contradictoires.”

protectionnisme raisonnable, condition, parmi d'autres, de la souveraineté nationale et de la coopération, cette modalité bien comprise de la mondialisation. Mais encore convient-il simultanément de priver cette dernière de ce terreau que sont les perdants la mondialisation libérale, ce qui signifie de disposer d'un rapport de force qui autorise des politiques alternatives.

Pourriez-vous nous conseiller un livre qui vous a particulièrement inspiré ?

L'ampleur et l'urgence des questions devenues planétaires est telle que la réflexion théorique, pourtant d'importance, peine à suivre leur rythme. Au risque de contradictions. Le principe démocratie d'Albert Ogien et de Sandra Laugier sous-titré « enquête sur les nouvelles formes du politique » s'attachait ainsi aux formes émergentes et pragmatiques qui mettent en œuvre la démocratie participative et amplifient l'implication citoyenne. Mais de telles approches de la démocratie ont précédé de peu l'élection de Trump, de Salvini et d'autres qui ont inspiré des approches théoriques de la démocratie d'une autre nature, résumées aujourd'hui par la notion de démocratie illibérale. Nous obligeant à penser la coexistence des pratiques et de leurs approches sans nous en tenir à parler de « contradictions », qui n'expliquent rien.

Il y a quelques mois, j'ai choisi *Se sentir mal dans une France qui va bien* d'Hervé Le Bras, qui apporte de solides données pour comprendre Les gilets jaunes et plus globalement le terrain sur lequel nous aspirons à construire un État social redéfini. Mais la complexité contemporaine tenant à ce qu'une thèse ne chasse pas l'autre, je proposerais aujourd'hui, *Slow démocratie* de David Djaïz sous-titré « Comment maîtriser la mondialisation et reprendre notre destin en main » qui s'inscrit dans la longue durée et souligne « le rôle indispensable de la nation pour équilibrer la mondialisation » et concilier enfin démocratie, mondialisation et écologie.

LES DATES

1947

Naissance

1970-1984

Professeure dans le secondaire

1977

Doctorat en Histoire sous la direction de Claude Willard

1980

Publication de l'ouvrage issu de sa thèse *Les premiers communistes français* [Presses de la fondation nationale des sciences politiques]

1982

Publication d'*Une histoire du P.C.F.* [Presses universitaires de France]

1984-1997

Elle devient Maître de conférences à l'Université Paris 1

1997

Elle est nommée Professeure des Universités à l'Université Paris-VIII

1998

Elle publie *Le pouvoir est dans la rue : crises politiques et manifestations en France* [Aublier, 1998. Réédition Champs Flammarion 2020]

2012-2016

Présidente de l'Université Paris-VIII

2014

Elle publie avec Michel Pigenet une *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours* [La Découverte]

2018

Elle publie avec Michel Margairaz *L'État détricoté, de la Résistance à la République en marche* [éditions du détour, 2018. Réédition augmentée en 2020]